

L'approche de Marx

Historiquement, l'approche la plus influente dans la réflexion sur les alternatives au capitalisme est celle développée par Karl Marx. Sa solution au problème de l'élaboration d'une alternative crédible au capitalisme, si elle s'est avérée insatisfaisante au bout du compte, était intellectuellement brillante. Plutôt que de développer un modèle théorique systématique capable de démontrer la possibilité d'une alternative émancipatrice viable, il proposait une théorie de « *l'impossibilité* » à long terme du capitalisme. Ses arguments sont bien connus : à cause de sa dynamique et de ses contradictions internes, le capitalisme détruit ses propres conditions d'existence. Cette théorie est déterministe : à long terme le capitalisme deviendra un ordre social impossible, de sorte qu'une certaine alternative devra nécessairement apparaître. Le tour consiste alors à rendre crédible l'idée qu'une organisation démocratique et égalitaire de l'économie et de la société constitue une forme plausible d'une telle alternative. Sur ce point, la théorie de Marx est particulièrement élégante, car les contradictions qui poussent le capitalisme en avant dans sa trajectoire d'auto-érosion créent aussi l'agent historique – la classe ouvrière – ayant à la fois un intérêt à la mise en place d'une société démocratique et égalitaire et une capacité croissante à traduire ses intérêts en actions. D'après ces éléments, la théorie du socialisme telle que Marx l'a formulée pourrait être considérée comme pragmatiste, car elle est centrée sur la capacité des ouvriers créatifs et solidaires à résoudre les problèmes : tandis que le capitalisme évolue vers une crise et un déclin à long terme qui tend à s'accélérer, la classe ouvrière développe l'organisation politique collective nécessaire pour s'emparer du pouvoir d'État, instaurer une rupture avec le capitalisme et construire expérimentalement une alternative socialiste. En un sens, Marx combine ainsi une théorie hautement déterministe de la chute du capitalisme – dont le mouvement est régi par des lois qui le rendront en définitive impossible à maintenir – et une théorie largement volontariste de la construction de l'alternative.

Cette théorie fut une avancée intellectuelle extraordinaire, animant des mouvements sociaux et politiques radicaux pendant plus d'un siècle. Cependant, sur certains points cruciaux, elle est erronée et ne peut à mon sens constituer le fondement du projet égalitaire, toujours d'actualité, capable de remettre le capitalisme en cause. Je me contenterai ici de noter quatre problèmes centraux.

Premièrement, les arguments marxistes classiques en faveur de la thèse-clé de la théorie – selon laquelle le capitalisme se détruit nécessairement lui-même et sera donc nécessairement remplacé par une alternative – sont insatisfaisants. Cette prédiction dépend de l'affirmation que le capitalisme n'a pas seulement tendance à connaître des crises périodiques, mais qu'il y a une tendance systématique à l'intensification des crises avec le temps – une affirmation dont les fondements théoriques sont contestables.

Deuxièmement, la prédiction marxiste classique sur les transformations des structures de classe capitalistes vers une prolétarianisation de plus en plus homogène s'est avérée inexacte. Alors qu'il est assurément vrai que le cours du développement capitaliste a incorporé une part croissante de la main-d'œuvre dans des relations d'emploi capitalistes,

tout du moins dans le monde capitaliste développé, cela n'a pas déclenché un processus plus intense de prolétarianisation et d'homogénéisation de classe, mais plutôt une évolution vers des structures de classe de plus en plus complexes. Les positions contradictoires à l'intérieur des rapports de classe ont proliféré, le travail indépendant a augmenté de façon constante dans la plupart des pays capitalistes développés depuis le milieu des années 70, une proportion significative de la classe ouvrière possède des actions *via* les « *plans de stock-options pour salariés* » et les fonds de pension, les foyers sont devenus plus hétérogènes en termes de classe à mesure que les femmes mariées sont entrées plus nombreuses dans la population active, et les trajectoires de carrière introduisent une incertitude temporelle dans les positions de classe. Aucune de ces formes de complexité des rapports de classe ne signifie que l'importance des classes décline dans la vie des gens, ni que les structures de classe deviennent d'une façon ou d'une autre moins fondamentalement capitalistes ; elles montrent plutôt les façons dont les transformations structurelles du capitalisme ont affaibli la thèse de la relation de plus en plus homogène entre la classe ouvrière et le capitalisme.

Troisièmement, les capacités collectives de classe quant à la remise en cause du capitalisme ne se sont pas systématiquement renforcées avec le développement capitaliste. C'est en partie à cause de l'hétérogénéité d'intérêts à l'intérieur de la classe ouvrière au sens large, mais c'est aussi du fait de la robustesse de diverses formes de collaboration de classes qui entame la capacité à remettre en cause le système. Enfin, la théorie de la transformation par la rupture n'est pas un fondement plausible pour la construction d'une transcendance démocratique et égalitaire du capitalisme. Alors que des remises en cause révolutionnaires du capitalisme ont existé, les exemples historiques de transformation par la rupture n'ont jamais été capables de maintenir un processus prolongé, démocratique et expérimental, de construction d'institutions. La théorie volontariste de l'édification d'institutions alternatives et émancipatrices dépend de la participation active, créatrice et autonome des gens ordinaires dans un processus de délibération et de prise de décision. De brefs épisodes d'une telle participation ont existé, au sein des tentatives de transformation révolutionnaire du capitalisme, mais ils ont toujours été de courte durée et relativement isolés. Certes, il est difficile de diagnostiquer les raisons de ces échecs, mais il est probable que les formes concentrées de pouvoir politique et d'organisation nécessaires pour réussir à produire une rupture révolutionnaire avec les institutions capitalistes sont elles-mêmes incompatibles avec les pratiques participatives nécessaires à l'expérimentation démocratique. Les partis révolutionnaires sont peut-être des « *armes organisationnelles* » efficaces pour renverser les États capitalistes dans certaines circonstances, mais ils semblent être des moyens extrêmement inefficaces pour la construction d'une alternative démocratique égalitaire. En conséquence, les exemples empiriques dont nous disposons de ruptures avec le capitalisme ont engendré des formes d'organisation économique fondées sur des bureaucraties d'État plutôt que sur une alternative démocratique et égalitaire au capitalisme.

Une approche alternative des alternatives

La théorie marxiste classique des alternatives au capitalisme est profondément enracinée dans une théorie déterministe des traits essentiels de la trajectoire du capitalisme : en prédisant les contours de son devenir, Marx espérait contribuer à la

réalisation d'une alternative émancipatrice. En l'absence d'une telle théorie, la tâche de défendre de façon crédible l'idée d'une alternative émancipatrice viable au capitalisme est plus difficile. Une stratégie, bien sûr, serait de tenter de développer un plan complet des institutions socialistes, de démontrer que ces institutions fonctionneraient efficacement, et ensuite d'élaborer une feuille de route indiquant les itinéraires possibles du monde tel que nous le connaissons à cette destination. Avec une feuille de route en main, notre tâche principale serait de concevoir le bon type de véhicule pour faire le voyage.

Aucune théorie sociale existante n'est suffisamment puissante pour ne serait-ce que commencer à construire une telle carte complète des destinations sociales possibles au-delà du capitalisme. Il se pourrait bien qu'une telle théorie soit impossible dans son principe même ; le changement social s'avère en effet trop complexe et trop profondément affecté par des enchaînements contingents de processus de causalité pour être représenté sous forme de plan. Quoi qu'il en soit, aucune carte n'est disponible. Et pourtant nous voulons quitter le lieu où nous sommes à cause de ses maux et de ses injustices. Que faire ?

Plutôt que la métaphore de la feuille de route nous guidant vers une destination connue, nous pourrions plutôt penser le projet de changement social émancipateur comme un voyage d'exploration. Nous quittons le monde connu équipés de dispositifs de navigation qui nous indiquent la direction dans laquelle nous nous déplaçons et de quelle distance nous nous sommes éloignés du point de départ, mais sans carte qui exposerait l'itinéraire entier de l'origine au point final. Cela implique des dangers, bien évidemment : nous pourrions rencontrer des obstacles imprévus qui nous obligeraient à avancer dans une direction que nous n'avions pas choisie à l'avance ; nous pourrions être amenés à faire marche arrière et à tenter un nouvel itinéraire. Peut-être qu'avec les technologies que nous inventerions en chemin, nous pourrions créer une sorte de surplomb artificiel et voir un peu plus loin dans l'espace. Au bout du compte, nous pourrions découvrir qu'il y a des limites absolues à notre avancée, mais en sachant au moins si nous allons dans la bonne direction.

Cette approche de la pensée des alternatives émancipatrices conserve une vision fortement normative de la vie au-delà du capitalisme, tout en reconnaissant les limites de nos connaissances sur les possibilités réelles de transcender le système capitaliste. Il ne s'agit pas d'embrasser la fausse certitude qu'il existe des limites infranchissables à la construction d'une alternative démocratique égalitaire : l'absence de connaissances scientifiques solides sur les limites du possible s'applique non seulement aux perspectives des alternatives radicales mais aussi à la durabilité du capitalisme. La question cruciale pour entreprendre un tel voyage d'exploration est l'utilité de notre dispositif de navigation. Nous avons donc besoin de construire ce que l'on pourrait appeler une boussole socialiste : les principes qui nous disent si nous allons dans la bonne direction.

Les conceptions du socialisme

La plupart des discussions sur le socialisme construisent le concept en termes de contraste binaire avec le capitalisme. La stratégie standard est de commencer par une discussion sur les différentes façons d'organiser la production, et, de là, de définir le capitalisme comme un mode d'organisation économique dans lequel la production est orientée vers la maximisation du profit à travers l'échange sur le marché, les moyens de

production sont soumis à la propriété privée et ne sont pas possédés par les travailleurs, ces derniers étant donc contraints de vendre leur force de travail pour obtenir de quoi vivre. Le socialisme est défini par la négation d'une ou plusieurs de ces conditions. Puisque le point central du concept de capitalisme est la propriété privée des moyens de production, cela a généralement signifié que le socialisme est compris comme la propriété publique sous une forme ou une autre, l'exemple le plus typique étant le dispositif institutionnel de la propriété étatique. Je vais élaborer ici une approche alternative de la formulation du concept de socialisme dans lequel il est distingué de deux formes alternatives d'organisation économique, et pas une seule : le capitalisme et l'étatisme.

Le capitalisme, l'étatisme et le socialisme peuvent être considérés comme des modes alternatifs d'organisation des relations de pouvoir à travers lesquels les ressources économiques sont allouées, contrôlées et utilisées. Tout d'abord, et de façon schématique, nous pouvons définir ainsi ces trois concepts, sous l'angle du pouvoir :

- le *capitalisme* est un mode d'organisation économique dans lequel les moyens de production sont soumis à la propriété privée. L'allocation et l'usage de ressources pour différents objectifs sociaux y sont donc réalisés par l'exercice du pouvoir économique. Les investissements et le contrôle de la production sont le résultat de l'exercice du pouvoir économique par les propriétaires du capital.

- l'*étatisme* est un mode d'organisation économique dans lequel les moyens de productions appartiennent à l'État. L'allocation et l'usage de ressources pour différents objectifs sociaux y sont donc réalisés par l'exercice du pouvoir étatique. Les agents de l'État contrôlent le processus d'investissement et la production à travers une forme de mécanisme administratif d'État.

- le *socialisme*, quant à lui, est un mode d'organisation économique dans lequel les moyens de production appartiennent collectivement à la société entière. L'allocation et l'usage de ressources pour différents objectifs sociaux y sont donc réalisés par l'exercice de ce que l'on peut appeler le « *pouvoir social* ». Le pouvoir social s'enracine dans la capacité à mobiliser les gens dans des actions de coopération volontaires et collectives de diverses sortes au sein de la société civile. Cela implique que la société civile ne doit pas être considérée simplement comme un espace d'activité, de sociabilité et de communication, mais aussi comme un espace de pouvoir réel. Le pouvoir social est à distinguer du pouvoir économique, fondé sur la propriété et le contrôle de ressources économiques, et du pouvoir étatique, fondé sur le contrôle de la production et de l'application de règles sur un territoire donné. La démocratie, en ces termes, peut être conçue comme une façon spécifique de lier pouvoir social et pouvoir étatique : dans l'idéal démocratique, le pouvoir étatique est pleinement subordonné au pouvoir social et responsable devant lui. La démocratie est donc, en soi, un principe profondément socialiste. Si « *démocratie* » est le nom donné à la subordination du pouvoir étatique au pouvoir social, « *socialisme* » est celui de la subordination du pouvoir économique au pouvoir social. Dans le socialisme, le contrôle sur l'investissement et la production est organisé selon un certain mécanisme d'appropriation sociale.

Cette idée d'un socialisme enraciné dans le pouvoir social n'est pas la façon conventionnelle de comprendre le socialisme. En effet, de nombreuses personnes utilisent le terme « *socialisme* » pour décrire ce que j'appelle ici l'étatisme. Cette nouvelle conceptualisation, cependant, saisit bien une idée morale centrale dans le socialisme :

c'est une économie organisée de façon à répondre aux aspirations et aux besoins des gens ordinaires, et non des élites, et, pour ce faire, l'économie doit d'une façon ou d'une autre être contrôlée par les gens ordinaires – c'est-à-dire, subordonnée au pouvoir social.

Il est important d'être clair sur le champ conceptuel dont on dresse ici la carte : il s'agit bien de différents modes d'organisation économique, mais c'est seulement dans le capitalisme que le pouvoir fondé sur l'économie joue le rôle prédominant quant à la détermination de l'usage des ressources économiques. Dans l'étatisme et le socialisme, une forme de pouvoir distinct de l'économie elle-même joue le rôle dominant dans l'allocation des ressources économiques pour des usages alternatifs. Il demeure, bien sûr, que le pouvoir étatique et le pouvoir social existent dans le capitalisme, mais ils ne jouent pas un rôle central dans l'allocation et l'usage directs des ressources économiques.

Pour chacun de ces trois idéaux-types, il est possible d'imaginer une forme extrême réservant le contrôle des ressources économiques à un type, et un seul, de pouvoir. Le totalitarisme sera alors compris comme une forme d'hyper-étatisme dans lequel le pouvoir d'État n'est pas simplement la principale forme de pouvoir régulant les processus économiques, mais où le pouvoir économique et le pouvoir social disparaissent largement. Dans un capitalisme libertarien, l'État s'atrophie jusqu'à ne plus apparaître que comme un « *veilleur de nuit* », avec pour seules fonctions de faire respecter les droits de propriété et d'assurer que les activités commerciales pénètrent toutes les sphères de la société civile, soumettant toute chose au marché. L'exercice du pouvoir économique expliquerait ainsi presque entièrement l'allocation et l'utilisation des ressources ; les citoyens sont alors réduits à de purs consommateurs atomisés, qui font des choix individuels sur un marché mais n'exercent aucun contrôle collectif sur l'économie, à travers notamment des associations relevant de la société civile. Le communisme, tel qu'il est compris dans le marxisme classique, est une forme de société dans laquelle l'État a dé péri et où l'économie est absorbée dans la société civile, cette dernière étant conçue comme l'activité libre et coopérative d'individus associés.

Aucune de ces formes extrêmes ne pourrait constituer une forme stable et reproductible d'organisation sociale. Le totalitarisme s'est révélé incapable d'éliminer complètement les réseaux sociaux informels, qui sont au fondement d'interactions sociales coopératives outrepassant le contrôle direct de l'État, et le fonctionnement pratique des institutions économiques ne fut jamais entièrement subordonné à la planification centralisée. Non seulement le capitalisme constituerait un ordre social chaotique et non-reproductible si l'État jouait le rôle minimaliste que lui accordent les fantasmes libertariens. Mais, comme l'a montré Polanyi, il fonctionnerait aussi de manière beaucoup plus instable si la société civile était absorbée dans l'économie et se voyait ainsi réduite à une sphère complètement marchandisée et atomisée de la vie sociale. Le communisme pur s'avère également un fantasme utopique, tant il est difficile d'imaginer une société complexe privée de tout moyen autoritaire d'élaborer et de faire respecter des règles (un « *État* »). Les formes, réalisables et durables, d'organisation sociale à grande échelle, impliquent ainsi des relations réciproques entre ces trois formes de pouvoir.

Au sein d'une telle conceptualisation générale, le capitalisme, l'étatisme et le socialisme devraient être pensés non simplement comme des idéaux-types distincts, mais aussi comme des variables. Plus les décisions prises par les acteurs exerçant le pouvoir économique sur la base de la propriété privée déterminent l'allocation et l'utilisation des

ressources, plus la structure économique sera dite capitaliste. Plus le pouvoir exercé par l'intermédiaire de l'État détermine l'allocation et l'utilisation des ressources, plus la société sera considérée comme étatiste. Et plus le pouvoir enraciné dans la société civile détermine ces allocations et cette utilisation, plus la société se rapproche du socialisme. Il existe de multiples cas, complexes et hybrides, dans lesquels – par exemple – une société apparaît capitaliste d'un certain point de vue et étatiste ou socialiste d'un autre point de vue.

L'idée de structures économiques mêlant différents rapports de pouvoir s'avère fondamentale pour penser la transformation de ces structures. Toutes les sociétés capitalistes existantes contiennent des éléments significatifs d'étatisme, dans la mesure où les États répartissent partout une partie de la plus-value totale sous la forme d'investissements dans des secteurs tels que les infrastructures publiques, la défense ou l'éducation. Par ailleurs, dans toutes les sociétés capitalistes, l'État ôte certains pouvoirs aux propriétaires privés des moyens de production, par exemple lorsque les États capitalistes imposent aux entreprises des normes en matière de santé ou de sécurité. Le pouvoir d'État, davantage que le pouvoir économique, contrôle ces aspects spécifiques de la production, et on peut affirmer dans cette mesure que cet aspect de la propriété a été transféré à l'État. Les sociétés capitalistes renferment également toujours des éléments de socialisme, ne serait-ce que par la pression indirecte que font peser sur l'allocation des ressources économiques des acteurs collectifs issus de la société civile, notamment à travers leurs efforts pour influencer sur l'État (sur la législation) et sur les entreprises capitalistes (sur les conditions de salaire et de travail). L'utilisation de la simple expression de « *capitalisme* » pour décrire un cas empirique constitue ainsi une sténographie désignant « *une structure économique dans laquelle le capitalisme détient une prééminence quant à l'organisation de l'activité économique* ».

Extraits du texte du sociologue états-unien Erik Olin Wright publié en 2006 dans la *New Left Review* (et traduit par la revue *Contretemps*). Olin Wright vient récemment de publier *Envisioning Real Utopias*.